

Journals

No. 14

Thursday, October 9, 1997

10:00 a.m.

Journaux

N^o 14

Le jeudi 9 octobre 1997

10h00

PRAYERS

PRIÈRE

DAILY ROUTINE OF BUSINESS

AFFAIRES COURANTES ORDINAIRES

PRESENTING REPORTS FROM INTER-PARLIAMENTARY DELEGATIONS

PRÉSENTATION DE RAPPORTS DE DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

Pursuant to Standing Order 34(1), Mr. Assadourian (Brampton Centre) presented the Report of the Canadian Group of the Inter-Parliamentary Union respecting its participation at the Specialized Inter-Parliamentary Conference on "Towards Partnership between Men and Women in Politics", held in New Delhi, India, from February 14 to 18, 1997. — Sessional Paper No. 8565-361-60.

Conformément à l'article 34(1) du Règlement, M. Assadourian (Brampton-Centre) présente le rapport du Groupe canadien de l'Union interparlementaire concernant sa participation à la Conférence interparlementaire spécialisée «Vers un partenariat entre hommes et femmes en politique», tenue à New Delhi (Inde) du 14 au 18 février 1997. — Document parlementaire n^o 8565-361-60.

Pursuant to Standing Order 34(1), Mr. Assadourian (Brampton Centre) presented the Report of the Canadian Group of the Inter-Parliamentary Union respecting its participation at the 97th Inter-Parliamentary Conference, held in Seoul, Republic of Korea, from April 9 to 15, 1997. — Sessional Paper No. 8565-361-60A.

Conformément à l'article 34(1) du Règlement, M. Assadourian (Brampton-Centre) présente le rapport du Groupe canadien de l'Union interparlementaire concernant sa participation à la 97^e Conférence interparlementaire, tenue à Séoul (République de Corée) du 9 au 15 avril 1997. — Document parlementaire n^o 8565-361-60A.

INTRODUCTION OF GOVERNMENT BILLS

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Mr. Peterson (Secretary of State (International Financial Institutions)) for Mr. Martin (Minister of Finance), seconded by Mr. Massé (President of the Treasury Board), Bill C-10, An Act to implement a convention between Canada and Sweden, a convention between Canada and the Republic of Lithuania, a convention between Canada and the Republic of Kazakhstan, a convention between Canada and the Republic of Iceland and a convention between Canada and the Kingdom of Denmark for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and to amend the Canada-Netherlands Income Tax Convention Act, 1986 and the Canada-United States Tax Convention Act, 1984, was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M. Peterson (secrétaire d'État (Institutions financières internationales)), au nom de M. Martin (ministre des Finances), appuyé par M. Massé (président du Conseil du Trésor), le projet de loi C-10, Loi mettant en oeuvre une convention conclue entre le Canada et la Suède, une convention conclue entre le Canada et la République de Lituanie, une convention conclue entre le Canada et la République du Kazakhstan, une convention conclue entre le Canada et la République d'Islande et une convention conclue entre le Canada et le Royaume du Danemark, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et modifiant la Loi de 1986 sur la Convention Canada-Pays-Bas en matière d'impôts sur le revenu et la Loi de 1984 sur la Convention Canada-États-Unis en matière d'impôts, est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

INTRODUCTION OF PRIVATE MEMBERS' BILLS

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Mr. Martin (Esquimalt — Juan de Fuca), seconded by Mr. Gilmour (Nanaimo — Alberni), Bill C-242, An Act to amend the Criminal Code (violent crimes), was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Mr. Martin (Esquimalt — Juan de Fuca), seconded by Mr. Gilmour (Nanaimo — Alberni), Bill C-243, An Act to amend the Criminal Code (protection of child before birth), was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Mr. Szabo (Mississauga South), seconded by Mr. Finlay (Oxford), Bill C-244, An Act to amend the Income Tax Act and the Canada Pension Plan (transfer of income to spouse), was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Mr. Finlay (Oxford), seconded by Mr. Grose (Oshawa), Bill C-245, An Act to amend the Criminal Code (penalties for sexual offences involving children), was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Mr. Szabo (Mississauga South), seconded by Mr. Telegdi (Kitchener — Waterloo), Bill C-246, An Act respecting the provision of compensation to public safety officers who lost their lives while on duty, was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Ms. Picard (Drummond), seconded by Ms. Gagnon (Québec), Bill C-247, An Act to amend the Criminal Code (genetic manipulation), was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

MOTIONS

By unanimous consent, it was agreed, —

That, in the opinion of this House, the government should:

- (a) implement a national real time database linking all health care facilities involved in transplantation and transplantable tissue procurement, and listing all potential organ transplant recipients and available transplantable tissue;

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M. Martin (Esquimalt — Juan de Fuca), appuyé par M. Gilmour (Nanaimo — Alberni), le projet de loi C-242, Loi modifiant le Code criminel (crimes violents), est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M. Martin (Esquimalt — Juan de Fuca), appuyé par M. Gilmour (Nanaimo — Alberni), le projet de loi C-243, Loi modifiant le Code criminel (protection de l'enfant avant sa naissance), est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M. Szabo (Mississauga-Sud), appuyé par M. Finlay (Oxford), le projet de loi C-244, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et le Régime de pensions du Canada (transfert de revenu au conjoint), est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M. Finlay (Oxford), appuyé par M. Grose (Oshawa), le projet de loi C-245, Loi modifiant le Code criminel (peines pour les infractions sexuelles impliquant des enfants), est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M. Szabo (Mississauga-Sud), appuyé par M. Telegdi (Kitchener — Waterloo), le projet de loi C-246, Loi concernant la prestation d'un dédommagement aux agents de la sécurité publique qui perdent la vie dans l'exercice de leurs fonctions, est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M^{me} Picard (Drummond), appuyée par M^{me} Gagnon (Québec), le projet de loi C-247, Loi modifiant le Code criminel (manipulation génétique), est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

MOTIONS

Du consentement unanime, il est décidé, —

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait:

- a) établir une base de données nationale en temps réel qui relie tous les établissements de santé participant à la transplantation d'organes et à l'approvisionnement en tissus transplantables et qui dresse la liste de tous les éventuels receveurs d'organes ainsi que des organes et tissus transplantables disponibles;

(b) implement a national mandated choice strategy for tissue donation through a mechanism such as the Federal Income Tax Return or the Census;

(c) remove all financial disincentives that presently exist for health care facilities involved in transplantable tissue procurement; and

(d) bring in legislation in order to protect the rights and wishes of those who, upon declaration of brain death diagnosis, have previously consented to donate their organs. (*Notice of Motion M-222*)

b) établir une stratégie nationale autorisée indiquant le choix en matière de don d'organes, laquelle pourrait être réalisée au moyen de la déclaration d'impôt sur le revenu ou du recensement;

c) supprimer toutes les mesures financières de dissuasion qui s'appliquent à l'heure actuelle aux établissements de santé qui participent à l'approvisionnement en tissus transplantables;

d) adopter des mesures législatives visant à protéger les droits et la volonté des personnes qui sont en état de mort cérébrale mais qui avaient auparavant consenti au don de leurs organes. (*Avis de motion M-222*)

By unanimous consent, it was ordered, — That, at the conclusion of the present debate on the Opposition Motion, all questions necessary to dispose of this motion be deemed put and a recorded division be deemed demanded and deferred until Tuesday, October 21, 1997, at the expiry of the time provided for Government Orders.

GOVERNMENT ORDERS

The Order was read for the consideration of the Business of Supply.

Mr. Duceppe (Laurier — Sainte-Marie), seconded by Mr. Laurin (Joliette), moved, — That this House condemns the attitude of the Government, which refuses to introduce in-depth reform of the legislation on the financing of federal political parties even though the existing legislation allows for a wide range of abuses.

Debate arose thereon.

Ms. Guay (Laurentides), seconded by Mr. Ménard (Hochelaga — Maisonneuve), moved the following amendment, — That the motion be amended by deleting the word “in-depth” and substituting the following therefor:

“complete”.

Debate arose thereon.

STATEMENTS BY MEMBERS

Pursuant to Standing Order 31, Members made statements.

ORAL QUESTIONS

Pursuant to Standing Order 30(5), the House proceeded to Oral Questions.

GOVERNMENT ORDERS

The House resumed consideration of the motion of Mr. Duceppe (Laurier — Sainte-Marie), seconded by Mr. Laurin (Joliette), in relation to the Business of Supply;

And of the amendment of Ms. Guay (Laurentides), seconded by Mr. Ménard (Hochelaga — Maisonneuve).

The debate continued.

At 6:30 p.m., pursuant to Standing Order 81(16), the Speaker interrupted the proceedings.

Du consentement unanime, il est ordonné, — Qu'à la conclusion du présent débat sur la motion de l'opposition, toutes questions nécessaires pour disposer de cette motion soient réputées mises aux voix, et le vote par appel nominal soit réputé demandé et différé jusqu'au mardi le 21 octobre 1997, à la fin de la période prévue pour les Ordres émanant du gouvernement.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Il est donné lecture de l'ordre portant considération des travaux des subsides.

M. Duceppe (Laurier — Sainte-Marie), appuyé par M. Laurin (Joliette), propose, — Que la Chambre condamne l'attitude du gouvernement qui refuse de procéder à une réforme en profondeur de la législation sur le financement des partis politiques fédéraux qui peut laisser place à des abus de toute sorte.

Il s'élève un débat.

M^{me} Guay (Laurentides), appuyée par M. Ménard (Hochelaga — Maisonneuve), propose l'amendement suivant, — Qu'on modifie la motion en retranchant les mots «en profondeur» et en les remplaçant par ce qui suit:

«complète».

Il s'élève un débat.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Conformément à l'article 31 du Règlement, des députés font des déclarations.

QUESTIONS ORALES

Conformément à l'article 30(5) du Règlement, la Chambre procède à la période de questions orales.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion M. Duceppe (Laurier — Sainte-Marie), appuyé par M. Laurin (Joliette), relative aux travaux des subsides;

Et de l'amendement de M^{me} Guay (Laurentides), appuyée par M. Ménard (Hochelaga — Maisonneuve).

Le débat se poursuit.

À 18h30, conformément à l'article 81(16) du Règlement, le Président interrompt les délibérations.

Pursuant to Order made earlier today, the question was deemed put on the amendment, and a recorded division was deemed demanded and deferred until Tuesday, October 21, 1997, at the expiry of the time provided for Government Orders.

MESSAGES FROM THE SENATE

Messages were received from the Senate as follows:

— ORDERED: That a Message be sent to the House of Commons to acquaint that House that the names of the Honourable Senators appointed to serve on the Standing Joint Committees are as follows:

Library of Parliament

The Honourable Senators Bolduc, Corbin, DeWare, Doyle, Gigantès, Grafstein and Robichaud (*L'Acadie — Acadia*).

Scrutiny of Regulations

The Honourable Senators Cogger, Ferretti Barth, Grimard, Hervieux-Payette, Kelly, Lewis, Mercier and Moore.

Official Languages

The Honourable Senators Beaudoin, Gauthier, Kinsella, Losier-Cool, Rivest, Robichaud (*L'Acadie — Acadia*), Robichaud (*Saint-Louis-de-Kent*), Pépin and Simard.

— ORDERED: That a Message be sent to the House of Commons to acquaint that House that the Standing Joint Committee on Official Languages has been authorized to examine the expenditures set out in Privy Council Vote 25 of the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1998.

— ORDERED: That a Message be sent to the House of Commons to acquaint that House that the Standing Joint Committee on the Library of Parliament has been authorized to examine the expenditures set out in Parliament Vote 10 of the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1998.

ORDERED: That the Senate do unite with the House of Commons in the appointment of a Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons to study matters related to the proposed resolution respecting a proposed Amendment to Section 93 of the Constitution Act, 1867 concerning the Quebec school system;

That seven Members of the Senate and sixteen Members of the House of Commons be members of the Committee;

That the Members to act on behalf of the Senate on the Committee be the Honourable Senators Beaudoin, Grafstein, Lavoie-Roux, Lynch-Staunton, Pépin, Robichaud (*Saint-Louis-de-Kent*) and Wood;

That the Committee be directed to consult broadly and review such information as it deems appropriate with respect to this issue;

That the Committee have the power to sit during sittings and adjournments of the Senate;

That the Committee have the power to report from time to time, to send for persons, papers, and records, and to print such papers and evidence as may be ordered by the Committee;

Conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui, l'amendement est réputé mis aux voix, et un vote par appel nominal est réputé demandé et différé jusqu'au mardi 21 octobre 1997, à la fin de la période prévue pour les Ordres émanant du gouvernement.

MESSAGES DU SÉNAT

Le Sénat transmet des messages à la Chambre des communes comme suit:

— ORDONNÉ: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer des noms des honorables sénateurs choisis pour faire partie des comités mixtes permanents suivants:

Bibliothèque du Parlement

Les honorables sénateurs Bolduc, Corbin, DeWare, Doyle, Gigantès, Grafstein et Robichaud (*L'Acadie — Acadia*).

Examen de la réglementation

Les honorables sénateurs Cogger, Ferretti Barth, Grimard, Hervieux-Payette, Kelly, Lewis, Mercier et Moore.

Langues officielles

Les honorables sénateurs Beaudoin, Gauthier, Kinsella, Losier-Cool, Rivest, Robichaud (*L'Acadie — Acadia*), Robichaud (*Saint-Louis-de-Kent*), Pépin et Simard.

— ORDONNÉ: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Comité mixte permanent des langues officielles a été autorisé à étudier les dépenses projetées au crédit 25 du Conseil privé contenu dans le Budget des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 1998.

— ORDONNÉ: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement a été autorisé à étudier les dépenses projetées au crédit 10 du Parlement contenu dans le Budget des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 1998.

ORDONNÉ: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat se joigne à la Chambre des communes pour constituer un comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes chargé de se pencher sur les différents aspects du projet de résolution concernant la modification que l'on propose d'apporter à l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 à l'égard du système scolaire au Québec;

Que sept sénateurs et seize députés fassent partie du comité;

Que les sénateurs suivants soient désignés pour représenter le Sénat au sein dudit comité :les honorables sénateurs Beaudoin, Grafstein, Lavoie-Roux, Lynch-Staunton, Pépin, Robichaud (*Saint-Louis-de-Kent*) et Wood;

Qu'il soit enjoint au comité de se livrer à des consultations aussi nombreuses et à un examen aussi approfondi des différents aspects de la question qu'il le jugera opportun;

Que le comité soit habilité à siéger durant les travaux et après l'ajournement du Sénat;

Que le comité soit habilité à soumettre des rapports périodiques, à demander à rencontrer certaines personnes ou à voir certains documents ainsi qu'à reproduire tous les documents ou autres éléments de preuve qui lui sembleront utiles;

That the Committee have the power to retain the services of expert, professional technical and clerical staff;

That the quorum of the Committee be twelve members whenever a vote, resolution or other decision is taken, so long as both Houses are represented, and that the Joint Chairpersons be authorized to hold meetings, to receive evidence and authorize the printing thereof, whenever six members are present, so long as both Houses are represented;

That the Committee be empowered to appoint, from among its members, such sub-committees as may be deemed advisable, and to delegate to such sub-committees all or any of its powers except the power to report to the Senate and the House of Commons;

That the Committee be empowered to authorize television and radio broadcasting of any or all of its proceedings;

That the Committee make its final report no later than November 7, 1997; and

That, notwithstanding usual practices, if the Senate or the House of Commons are not sitting when the final report of the Committee is completed, the report may be deposited with the Clerk of the House which is not sitting, and or the Clerks of both Houses if neither House is then sitting, and the report shall thereupon be deemed to have presented in that House, or both Houses, as the case may be.

RETURNS AND REPORTS DEPOSITED WITH THE CLERK OF THE HOUSE

Pursuant to Standing Order 32(1), papers deposited with the Clerk of the House were laid upon the Table as follows:

— by Mr. Anderson (Minister of Fisheries and Oceans) — Summaries of the Corporate Plan for the period 1997–98 to 2001–2002 and of the Operating and Capital Budgets for 1997–98 of the Freshwater Fish Marketing Corporation, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, c. F-11, sbs. 125(4). — Sessional Paper No. 8562–361–826. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Fisheries and Oceans*)

— by Ms. Copps (Minister of Canadian Heritage) — Report of the Canada Council for the Arts, together with the Auditor General's report, for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Canada Council Act, R. S. 1985, c. C-2, sbs. 21(2). — Sessional Paper No. 8560–361–80. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Canadian Heritage*)

— by Ms. Copps (Minister of Canadian Heritage) — Report of the Canadian Broadcasting Corporation, together with the Auditor General's report, for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Broadcasting Act, R.S. 1985, c. B-9, sbs. 39(2). — Sessional Paper No. 8560–361–86. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Canadian Heritage*)

— by Ms. Copps (Minister of Canadian Heritage) — Report of Telefilm Canada for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Canadian Film Development Corporation Act, R.S. 1985, c. C-16, sbs. 23(2). — Sessional Paper No. 8560–361–91. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Canadian Heritage*)

Que le comité soit habilité à engager des experts ainsi que du personnel professionnel, technique et de bureau;

Que le quorum soit de douze membres chaque fois que l'on passe une question aux voix, que l'on adopte une résolution ou que l'on veuille prendre quelque autre décision, dans la mesure où les deux chambres sont représentées, et que les coprésidents soient habilités à convoquer une réunion, à recevoir des éléments de preuve et à en autoriser l'impression dans la mesure où six membres sont présents et que les deux chambres sont représentées;

Que le comité soit habilité à désigner certains de ses membres pour constituer autant de sous-comités qu'il le jugera utile, et à déléguer auxdits sous-comités la totalité ou une partie de ses pouvoirs, à l'exception de celui de faire rapport au Sénat et à la Chambre des communes;

Que le comité soit habilité à autoriser la télédiffusion ou la radiodiffusion d'une partie ou de la totalité de ses délibérations;

Que le comité soumette son rapport final d'ici le 7 novembre 1997; et

Que, nonobstant les pratiques courantes, si le Sénat ou la Chambre des communes ne siège pas le jour ou le comité déposera son rapport, celui-ci soit remis au greffier de la chambre qui ne siège pas, ou au greffier de l'une et l'autre chambres si aucune des deux ne siège à cette date, le rapport devant dès lors être considéré comme ayant été déposé devant l'une ou l'autre chambre, ou les deux, selon le cas.

ÉTATS ET RAPPORTS DÉPOSÉS AUPRÈS DU GREFFIER DE LA CHAMBRE

Conformément à l'article 32(1) du Règlement, des documents remis au Greffier de la Chambre sont déposés sur le Bureau de la Chambre comme suit:

— par M. Anderson (ministre des Pêches et des Océans) — Sommaires du plan d'entreprise de 1997–1998 à 2001–2002 et des budgets d'exploitation et d'immobilisations de 1997–1998 de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, conformément à Loi sur la gestion des finances publiques, L. R. 1985, ch. F-11, par. 125(4). — Document parlementaire n° 8562–361–826. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyés en permanence au Comité permanent des pêches et des océans*)

— par M^{me} Copps (ministre du Patrimoine canadien) — Rapport du Conseil des Arts du Canada, ainsi que le rapport du Vérificateur général y afférent, pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, L. R. 1985, ch. C-2, par. 21(2). — Document parlementaire n° 8560–361–80. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent du patrimoine canadien*)

— par M^{me} Copps (ministre du Patrimoine canadien) — Rapport de la Société Radio-Canada, ainsi que le rapport du Vérificateur général y afférent, pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la radiodiffusion, L.R. 1985, ch. B-9, par. 39(2). — Document parlementaire n° 8560–361–86. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent du patrimoine canadien*)

— par M^{me} Copps (ministre du Patrimoine canadien) — Rapport de Téléfilm Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, L.R. 1985, ch. C-16, par. 23(2). — Document parlementaire n° 8560–361–91. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent du patrimoine canadien*)

— by Ms. Copps (Minister of Canadian Heritage) — Report of the National Capital Commission, together with the Auditor General's report, for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, c. F-11, sbs. 150(1). — Sessional Paper No. 8560-361-181. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Canadian Heritage*)

— by Ms. Copps (Minister of Canadian Heritage) — Report of the National Film Board of Canada, together with the Auditor General's report, for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the National Film Act, R. S. 1985, c. N-8, sbs. 20(1). — Sessional Paper No. 8560-361-189. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Canadian Heritage*)

— by Ms. Copps (Minister of Canadian Heritage) — Report of the National Gallery of Canada, together with the Auditor General's report, for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Financial Administration Act, R.S. 1985, c. F-11, sbs. 150(1). — Sessional Paper No. 8560-361-468. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Canadian Heritage*)

— by Ms. Copps (Minister of Canadian Heritage) — Report of the Canadian Museum of Nature, together with the Auditor General's report, for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, c. F-11, sbs. 150(1). — Sessional Paper No. 8560-361-469. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Canadian Heritage*)

— by Ms. Copps (Minister of Canadian Heritage) — Report of the National Museum of Science and Technology Corporation, together with the Auditor General's report, for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, c. F-11, sbs. 150(1). — Sessional Paper No. 8560-361-472. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Canadian Heritage*)

— by Ms. Copps (Minister of Canadian Heritage) — Report on the financial statements of the Canadian Film Development Corporation for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Canadian Film Development Corporation Act, R.S. 1985, c. C-16, sbs. 23(2). — Sessional Paper No. 8560-361-552. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Canadian Heritage*)

— by Ms. Copps (Minister of Canadian Heritage) — Summaries of the Corporate Plan for the period 1997-98 to 2001-02 and of the Operating and Capital Budgets for 1997-98 of the Canadian Museum of Civilization Corporation, pursuant to the Financial Administration Act, R.S. 1985, c. F-11, sbs. 125(4). — Sessional Paper No. 8562-361-858. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Canadian Heritage*)

— by Mr. Eggleton (Minister of National Defence) — Reports of the Department of National Defence for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Access to Information Act and to the Privacy Act, R.S. 1985, c. A-1 and P-21, sbs. 72(2). — Sessional Paper No. 8561-361-637. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Justice and Human Rights*)

— par M^{me} Copps (ministre du Patrimoine canadien) — Rapport de la Commission de la Capitale nationale, ainsi que le rapport du Vérificateur général y afférent, pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L. R. 1985, ch. F-11, par. 150(1). — Document parlementaire n^o 8560-361-181. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent du patrimoine canadien*)

— par M^{me} Copps (ministre du Patrimoine canadien) — Rapport de l'Office national du film du Canada, ainsi que le rapport du Vérificateur général y afférent, pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur le cinéma, L. R. 1985, ch. N-8, par. 20(1). — Document parlementaire n^o 8560-361-189. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent du patrimoine canadien*)

— par M^{me} Copps (ministre du Patrimoine canadien) — Rapport du Musée des beaux-arts du Canada, ainsi que le rapport du Vérificateur général y afférent, pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R. 1985, ch. F-11, par. 150(1). — Document parlementaire n^o 8560-361-468. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent du patrimoine canadien*)

— par M^{me} Copps (ministre du Patrimoine canadien) — Rapport du Musée canadien de la nature, ainsi que le rapport du Vérificateur général y afférent, pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L. R. 1985, ch. F-11, par. 150(1). — Document parlementaire n^o 8560-361-469. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent du patrimoine canadien*)

— par M^{me} Copps (ministre du Patrimoine canadien) — Rapport de la Société du Musée national des sciences et de la technologie, ainsi que le rapport du Vérificateur général y afférent, pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L. R. 1985, ch. F-11, par. 150(1). — Document parlementaire n^o 8560-361-472. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent du patrimoine canadien*)

— par M^{me} Copps (ministre du Patrimoine canadien) — Rapport sur les états financiers de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, L.R. 1985, ch. C-16, par. 23(2). — Document parlementaire n^o 8560-361-552. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent du patrimoine canadien*)

— par M^{me} Copps (ministre du Patrimoine canadien) — Sommaires du plan d'entreprise de 1997-1998 à 2001-2002 et des budgets de fonctionnement et d'immobilisations de 1997-1998 de la Société du Musée canadien des civilisations, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R. 1985, ch. F-11, par. 125(4). — Document parlementaire n^o 8562-361-858. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyés en permanence au Comité permanent du patrimoine canadien*)

— par M. Eggleton (ministre de la Défense nationale) — Rapports du ministère de la Défense nationale pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur l'accès à l'information et à la Loi sur la protection des renseignements personnels, L.R. 1985, ch. A-1 et P-21, par. 72(2). — Document parlementaire n^o 8561-361-637. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyés en permanence au Comité permanent de la justice et des droits de la personne*)

— by Mr. Goodale (Minister of Natural Resources) — Report of Atomic Energy of Canada Limited for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, c. F-11, sbs. 150(1). — Sessional Paper No. 8560-361-62. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Natural Resources and Government Operations*)

— by Mr. Goodale (Minister of Natural Resources) — Summary of the Operating and Capital Budgets for 1996-97 of Atomic Energy of Canada Limited, pursuant to the Financial Administration Act, R.S. 1985, c. F-11, sbs. 125(4). — Sessional Paper No. 8562-361-824. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Natural Resources and Government Operations*)

— by Mr. Goodale (Minister of Natural Resources) — Summaries of the Corporate Plan for 1997-98 to 2001-2002 and of the Operating and Capital Budgets for 1997-98 of the Cape Breton Development Corporation, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, c. F-11, sbs. 125(4). — Sessional Paper No. 8562-361-827. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Industry*)

PROCEEDINGS ON ADJOURNMENT MOTION

At 6:30 p.m., pursuant to Standing Order 38(1), the question “That this House do now adjourn” was deemed to have been proposed.

After debate, the question was deemed to have been adopted.

ADJOURNMENT

At 6:48 p.m., the Speaker adjourned the House until tomorrow at 10:00 a.m., pursuant to Standing Order 24(1).

— par M. Goodale (ministre des Ressources naturelles) — Rapport d'Énergie atomique du Canada Limitée pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L. R. 1985, ch. F-11, par. 150(1). — Document parlementaire n° 8560-361-62. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent des ressources naturelles et des opérations gouvernementales*)

— par M. Goodale (ministre des Ressources naturelles) — Sommaires des budgets d'exploitation et d'immobilisations de 1996-1997 d'Énergie atomique du Canada Limitée, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R. 1985, ch. F-11, par. 125(4). — Document parlementaire n° 8562-361-824. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyés en permanence au Comité permanent des ressources naturelles et des opérations gouvernementales*)

— par M. Goodale (ministre des Ressources naturelles) — Sommaires du plan d'entreprise de 1997-1998 à 2001-02 et des budgets de fonctionnement et d'immobilisations de 1997-1998 de la Société de développement du Cap-Breton, conformément à Loi sur la gestion des finances publiques, L. R. 1985, ch. F-11, par. 125(4). — Document parlementaire n° 8562-361-827. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyés en permanence au Comité permanent de l'industrie*)

DÉLIBÉRATIONS SUR LA MOTION D'AJOURNEMENT

À 18h30, conformément à l'article 38(1) du Règlement, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée.

Après débat, la motion est réputée agréée.

AJOURNEMENT

À 18h48, le Président ajourne la Chambre jusqu'à demain, à 10h00, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

